

Partie 1 Général

1.1 SECTIONS CONNEXES

- .1 01 33 00 – Documents et échantillons à soumettre
- .2 01 74 11 – Nettoyage

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 Définitions
 - .1 Pollution et dommages à l'environnement : présence d'éléments ou d'agents chimiques, physiques ou biologiques qui ont un effet nuisible sur la santé et le bien-être des personnes, qui altèrent les équilibres écologiques importants pour les humains et qui constituent une atteinte aux espèces jouant un rôle important pour ces derniers ou qui dégradent les caractères esthétique, culturel ou historique de l'environnement.
 - .2 Protection de l'environnement : prévention/maîtrise de la pollution et de la perturbation de l'habitat et de l'environnement durant la construction. La prévention de la pollution et des dommages à l'environnement couvre la protection des sols, de l'eau, de l'air, des ressources biologiques et culturelles ; elle comprend également la gestion de l'esthétique visuelle, du bruit, des déchets solides, chimiques, gazeux et liquides, de l'énergie rayonnante, des matières radioactives et des autres polluants.

1.3 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 - Documents et échantillons à soumettre.
- .2 Avant le début des activités de construction ou la livraison des matériaux et des matériels sur le chantier, soumettre un plan de protection de l'environnement au Représentant ministériel aux fins d'examen et d'approbation.
- .3 S'assurer que le plan présente un aperçu complet des problèmes environnementaux connus ou potentiels à résoudre durant la construction.
- .4 Les actions comprises dans le plan de protection de l'environnement doivent être présentées suivant un niveau de détail qui est en accord avec les problèmes environnementaux et avec les travaux de construction à exécuter.
- .5 Le plan de protection de l'environnement doit comprendre :
 - .1 Le nom des personnes devant veiller au respect du plan.
 - .2 Le nom et les compétences des personnes responsables des manifestes de sortie des déchets dangereux à évacuer du chantier.
 - .3 Le nom et les compétences des personnes responsables de la formation du personnel de chantier.
 - .4 Une description du programme de formation du personnel affecté à la protection de l'environnement.

- .5 Un plan de la zone des travaux, montrant les activités prévues dans chaque partie de la zone des travaux et indiquant les aires à utilisation restreinte ainsi que les aires interdites d'utilisation; ce plan doit comprendre des mesures pour marquer les limites des aires utilisables et des méthodes de protection des éléments se trouvant à l'intérieur des zones de travail autorisées et devant être préservés.
- .6 Un plan d'urgence en cas de déversement, comprenant les procédures à mettre en œuvre, les consignes à observer et les rapports à produire en cas de déversement imprévisible de substance réglementée.
- .7 Un plan d'élimination des déchets solides non dangereux, comprenant les méthodes et les lieux d'élimination de ces déchets solides et des débris provenant des travaux de déblaiement.
- .8 Un plan de prévention de la pollution de l'air, précisant les mesures pour retenir la poussière, les débris, les matériaux et les déchets à l'intérieur du chantier.
- .9 Un plan de prévention de la pollution de l'eau, précisant les méthodes de travail et les mesures pour éviter la remise en suspension des sédiments ainsi que tout apport de débris, matériaux et déchets dans le milieu aquatique.
- .10 Un plan de prévention de la contamination, indiquant les substances potentiellement dangereuses qui seront utilisées sur le chantier, les mesures prévues pour empêcher que ces substances soient mises en suspension dans l'air ou soient introduites dans le sol et l'eau de même que les détails des mesures qui seront prises pour que l'entreposage et la manutention des ces substances soient conformes aux lois et aux règlements fédéraux, provinciaux et municipaux.
- .11 Un plan de gestion des eaux usées, indiquant les méthodes et les procédures à mettre en œuvre pour la gestion ou l'évacuation des eaux usées provenant directement des activités de construction, par exemple les eaux employées pour la cure du béton, les eaux de lavage/nettoyage, de rabattement de la nappe, de désinfection, des essais hydrostatiques et de rinçage des canalisations.

1.4 FEUX

- .1 Les feux et le brûlage des déchets sur le chantier sont interdits.

1.5 TRAVAUX EXÉCUTÉS À PROXIMITÉ DES COURS D'EAU

- .1 Effectuer l'entretien des véhicules, les pleins d'essence, les changements d'huile et diverses opérations de maintenance à une distance minimale de 30 m de la rive.
- .2 Entreposer le carburant ainsi que tout contaminant potentiel à plus de 30 m de la rive.
- .3 Les cours d'eau doivent être exempts de déblais, de matériaux de rebut ou de débris. Tout débris introduit accidentellement dans le milieu aquatique devra être récupéré le plus rapidement possible.

1.6 TRANSPORT DE MATÉRIAUX

- .1 Le transport des matériaux sur les routes publiques jusqu'au site des travaux pourra débuter à 6 h 00 jusqu'à 18 h 00, et ce, du lundi au vendredi inclusivement, à moins d'avis contraire des autorités compétentes. Le transport sera interdit les samedis, les dimanches et les jours fériés.
- .2 L'Entrepreneur devra veiller au bon fonctionnement des camions utilisés. Tout camion et autre mode de transport émettant un niveau sonore jugé par le Représentant ministériel

au-dessus de la normale devra cesser le transport des matériaux ou être réparé ou modifié afin de le rendre acceptable.

- .3 L'Entrepreneur devra utiliser une signalisation adéquate et coopérer avec la municipalité, le Représentant ministériel et autres autorités compétentes afin de minimiser l'impact du transport sur la vie des résidents dans le voisinage du parcours des camions et du site des travaux.

1.7 TRAVAUX DE BÉTONNAGE

- .1 Réaliser les travaux de bétonnage de façon à éviter que le béton et les particules qu'il contient n'atteignent le milieu aquatique.
- .2 Ne pas déverser directement ou indirectement dans le milieu aquatique les eaux qui ont été en contact avec le béton frais ou partiellement durci ou le ciment.
- .3 Le nettoyage des bétonnières devra être effectué à l'extérieur du quai dans une aire spécialement aménagée à cette fin. Aucun rejet de béton dans le milieu naturel ne sera toléré.

1.8 PRÉVENTION DE LA POLLUTION

- .1 L'entreposage temporaire de matériel ne sera pas toléré dans le havre. Les matériaux devront être disposés hors du site au fur et à mesure qu'ils sont excavés.
- .2 Entretenir les installations temporaires destinées à prévenir l'érosion et la pollution, et mises en place en vertu du présent contrat.
- .3 Assurer le contrôle des émissions produites par l'équipement et l'outillage, conformément aux exigences des autorités locales.

1.9 AVIS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Un avis de non-conformité écrit sera émis à l'Entrepreneur par le Représentant ministériel chaque fois que sera observée une non-conformité à une loi, un règlement ou un permis fédéral, provincial ou municipal, ou à tout autre élément du plan de protection de l'environnement mis en œuvre par l'Entrepreneur.
- .2 Après réception d'un avis de non-conformité, l'Entrepreneur doit proposer des mesures correctives au Représentant ministériel, et il doit les mettre en œuvre avec l'approbation de ce dernier.
- .3 Le Représentant ministériel pourra ordonner l'arrêt des travaux jusqu'à ce que des mesures correctives satisfaisantes soient prises.
- .4 Aucun délai supplémentaire ni aucun ajustement ne seront accordés pour l'arrêt des travaux.

1.10 MESURES D'ATTÉNUATION GÉNÉRALES

- .1 L'Entrepreneur devra prendre en considération dans l'exécution de ses travaux, les mesures d'atténuation générales suivantes pour réduire les incidents environnementaux et les conséquences en cas de défaillance :
 - .1 Il est interdit de relâcher des matériaux de démolition (béton, granulats, acier, etc.) dans le milieu aquatique. Il faudra obligatoirement récupérer la totalité des débris relâchés, peu importe leur dimension et nature, et ce dans les plus brefs délais.

- .2 Les déchets dangereux, le cas échéant, devront être retirés des autres matières résiduelles non dangereuses.
- .3 Advenant l'excavation de sols présentant des indices de contamination (odeur, irisation, etc.), ceux-ci devront être gérés conformément aux normes en vigueur en fonction des résultats d'analyse de ces sols.
- .4 L'Entrepreneur devra avoir sur le site des travaux une trousse d'intervention en cas d'accident afin d'être en mesure de circonscrire un déversement. La trousse devra contenir le matériel nécessaire en quantité suffisante pour circonscrire la fuite et récupérer tous les produits contaminants.
- .5 Les employés devraient avoir reçu une formation pour être en mesure d'intervenir en cas de déversement, selon le plan d'urgence présent sur les lieux des travaux.
- .6 En cas de déversement en milieu aquatique, les eaux contaminées seront confinées et récupérées par une firme spécialisée et acheminées vers un centre de traitement approuvé par le ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).
- .7 En cas de déversement, intervenir immédiatement pour contenir la fuite et confiner les matières dangereuses. La zone touchée par le déversement devra être nettoyée.
- .8 En cas de déversement, les sols contaminés devront être placés en pile sur des toiles étanches et devront être recouverts de toiles étanches ou mis dans des contenants étanches. Les sols contaminés devront être gérés conformément aux normes en vigueur en fonction des résultats d'analyses de sol.
- .9 Éteindre les moteurs de la machinerie lorsque celle-ci n'est pas utilisée.
- .10 La machinerie doit être en bon état de fonctionnement. Une inspection préalable de la machinerie devra être effectuée préalablement à la mobilisation sur le chantier.
- .11 Tout déversement de matières dangereuses sur le site est rapporté au réseau d'alerte d'Environnement Canada (1-866-283-2333), au MDDELCC (1-866-694-5454) ainsi qu'à La Garde Côtière canadienne (1-800-363-4735).

1.11 MATÉRIAUX POUVANT ÊTRE VALORISÉS

- .1 L'Entrepreneur demeure le seul responsable du choix des matériaux pouvant être valorisés. Des analyses de laboratoires certifiés devront être fournies au Représentant ministériel.
- .2 Les matériaux secs provenant de la démolition et pouvant être valorisés pourront être sortis du chantier à condition que l'Entrepreneur :
 - .1 fournisse une promesse écrite à l'effet que l'exploitant du site où seront déposés les matériaux pouvant être, de l'avis de l'Entrepreneur, valorisés et le propriétaire de ce site, si l'exploitant n'en est pas le propriétaire, tiendront le Canada indemne et à couvert de toutes réclamations, demandes, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures de la part de quiconque, fondés, découlant reliés, occasionnés ou attribuables au dépôt de ces matériaux sur ce site par l'Entrepreneur, ses employés, agents ou sous-entrepreneurs, ou à l'utilisation subséquente de ces matériaux.

- .2 fournisse un document dûment signé par l'exploitant du site et le propriétaire de ce site, si l'exploitant n'en est pas le propriétaire, autorisant l'Entrepreneur à déposer sur ce site les matériaux provenant de la démolition et pouvant être, de l'avis de l'Entrepreneur, valorisés.
- .3 fournisse un document dûment signé par l'exploitant du site et le propriétaire de ce site, si l'exploitant n'en est pas le propriétaire, tenant le Canada indemne et à couvert de toute réclamation pouvant résulter du dépôt sur ce site de matériaux provenant de la démolition et pouvant être, de l'avis de l'Entrepreneur, valorisés, et de l'utilisation subséquente de ces matériaux.

Ce document devra :

- .1 être fait en double exemplaire si l'exploitant du site n'en est pas le propriétaire (i.e. un exemplaire par l'exploitant du site et un exemplaire par le propriétaire de ce site) ;
- .2 indiquer le numéro de cadastre des lots formant le site de dépôt des matériaux pouvant être valorisés ainsi que le nom du propriétaire de ces lots ;
- .3 contenir le paragraphe suivant :

« (inscrire le nom de l'entreprise exploitant le site ou, le cas échéant, le nom du propriétaire de ce site) tiendra le Canada indemne et à couvert de toutes réclamations, demandes, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures de la part de quiconque, fondés, découlant, reliés, occasionnés ou attribuables au dépôt par (indiquer le nom de l'Entrepreneur), ses employés, agents ou sous-entrepreneurs, sur le(s) lot(s) portant le(s) numéro(s) au cadastre de, de matériaux provenant de la démolition de (indiquer l'ouvrage devant être démoli) et pouvant, de l'avis de (indiquer le nom de l'Entrepreneur), être valorisés, ou à l'utilisation subséquente de ces matériaux » ; et
- .4 fournisse un document dûment émis par la MRC ou la municipalité où est situé le site autorisant l'exploitant du site et le propriétaire du site, si l'exploitant n'en est pas le propriétaire, à utiliser ce site pour le dépôt de matériaux provenant de la démolition et pouvant être valorisés ; et
- .5 obtienne préalablement l'approbation écrite du Représentant ministériel.

Partie 2 Produit

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 NETTOYAGE

- .1 Nettoyage en cours de travaux : effectuer les travaux de nettoyage conformément à la section 01 74 11 - Nettoyage.
 - .1 Laisser les lieux propres à la fin de chaque journée de travail.

- .2 S'assurer que les cours d'eau demeure exempt de déchets et de matériaux volatils éliminés.
- .3 En cas de rejets à l'eau de déchets, débris ou résidus de construction, l'Entrepreneur devra déterminer un moyen de les récupérer à la satisfaction du Représentant ministériel.
- .4 Nettoyage final : évacuer du chantier les matériaux/le matériel en surplus, les déchets, les outils et l'équipement, conformément à la section 01 74 11 - Nettoyage.

FIN DE LA SECTION